

R. 1227-2

Décret n°2011-681 du 16 juin 2011 - art. 2

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe le fait :

1° De contrevenir aux dispositions de l'article **R. 1221-9** relatives à la remise d'une copie de la déclaration préalable à l'embauche ou de l'accusé de réception au salarié ou, à défaut, de ne pas délivrer au salarié de contrat écrit accompagné de la mention de l'organisme destinataire de la déclaration préalable d'embauche ;

2° De ne pas présenter à toute réquisition des agents de contrôle mentionnés à l'article **L. 8271-7** l'avis de réception prévu par l'article **R. 1221-7** s'il est encore tenu de le conserver en application de l'article **R. 1221-8** ou, tant qu'il n'a pas reçu cet avis, de ne pas leur communiquer les éléments leur permettant de vérifier qu'il a procédé à la déclaration préalable à l'embauche du salarié, en méconnaissance des dispositions de l'article **R. 1221-12**.

R. 1227-3

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le fait de ne pas informer le service public de l'emploi d'une embauche ou de la rupture d'un contrat de travail, en méconnaissance des dispositions de l'article **L. 1221-16** et de l'arrêté pris pour son application, est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe.

R. 1227-4

Décret n°2009-289 du 13 mars 2009 - art. 4

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le fait de ne pas fournir les renseignements prévus aux articles **D. 1221-30** et **D. 1221-31**, relatifs au relevé mensuel des contrats de travail, est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe.

R. 1227-5

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Est puni des amendes prévues pour les contraventions de la cinquième classe le fait de méconnaître les dispositions :

- 1° Des articles **L. 1225-1** à **L. 1225-28** ainsi que celles des articles **R. 1225-1**, **R. 1225-3**, **R. 1225-4**, **R. 1225-11**, relatives à la protection de la grossesse et de la maternité ;
- 2° Des articles **L. 1225-35** et **L. 1225-36**, relatives au congé de paternité ;
- 3° Des articles **L. 1225-37** à **L. 1225-45**, relatives au congé d'adoption ;
- 4° Des articles **L. 1225-47** à **L. 1225-52** et **L. 1225-55**, relatives au congé parental et au passage à temps partiel pour l'éducation d'un enfant ;
- 5° Des articles **L. 1225-66** et **L. 1225-67**, relatives à la démission pour élever un enfant.

La récidive de la contravention prévue au présent article est réprimée conformément aux [articles 132-11 et 132-15 du code pénal](#).

R. 1227-6

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le fait de méconnaître les dispositions des articles **L. 1225-29** à **L. 1225-33**, relatives à l'interdiction d'emploi prénatal et postnatal ainsi qu'à l'allaitement, est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe, prononcée autant de fois qu'il y a de salariés concernés par l'infraction.

La récidive de la contravention prévue au présent article est réprimée conformément aux [articles 132-11 et 132-15 du code pénal](#).